

Le journaliste et le supermarché



Par Maâmar FARAH
farahmaamar@yahoo.fr

Voici d'abord la lettre d'un lecteur, reçue dans ma boîte électronique il y a quelques jours : « (...) Voilà Maâmar Djebbour qui se fait épingleur par la juge du "procès du siècle" et il reconnaît pas mal de choses, notamment des salaires exorbitants (150 000 DA en Algérie et 3500 euros en France). Et que retrouve-t-on sur l'article de votre journal du jeudi 15 02 2007 en page 6 par rapport à cette affaire : RIEN, absolument RIEN... En faisant l'impatte sur tout ça (PARCE QUE DJEBBOUR EST UN JOURNALISTE) et en ne divulguant pas ces informations à ses lecteurs, votre journal n'a-t-il pas fait exactement comme ceux qui ont omis d'envoyer les détails de l'agence de Koléa, ou encore l'achat de l'appartement à la rue Foch à Paris (...) ? La liste est très longue.

Longue vie au journal, malgré tout ! »

Signé : Samir Toufik

Si j'ai tenu à répondre à cette lettre, c'est parce que je crois qu'elle renvoie à une question cruciale, celle de la place qu'occupe la presse dans l'affaire Khalifa. Il est important de le rappeler ici : la presse n'est pas composée de Martiens et il n'y a pas de raison qu'elle ne soit pas éclaboussée comme toutes les autres corporations. Mais, il faut juste replacer les choses dans leur véritable contexte. D'abord, vous mentionnez le nom de Maâmar Djebbour, l'une des rares personnes qui a réellement « sué » sur les plateaux de Khalifa TV, animant un show quotidien, rondement mené d'ailleurs. Quant aux salaires que vous citez, et bien qu'ils nous laissent tous pantois, sachez quand même qu'ils sont ridicules par rapport à ce que touchent d'autres animateurs de programmes similaires. Et nous ne parlons pas des grands groupes français ! Je ne pense pas que le fait de ne pas citer le cas de M.

Djebbour puisse être interprété comme une preuve de corporatisme. Peut-être que, du point de vue de la journaliste couvrant le procès, cela ne représentait pas un repère important de la séance du jour et qu'il y en avait certainement d'autres à mettre en valeur. Il faut savoir que notre journal n'a pas opté pour une couverture qui reproduit toutes les minutes du procès, s'attachant à faire une synthèse de la séance du jour, avec quelques « encadrés » qui, dans notre jargon journalistique, désignent ces petits faits et gestes croustillants qu'on saupoudre autour du papier central, comme une cerise sur le gâteau. Certains confrères livrent ces minutes en détail, notamment les quotidiens arabophones.

En agissant ainsi, avait-on délibérément voulu occulter certains faits ? Je ne le pense pas. Et si j'évoque ici la manière dont *Le Soir* couvre ce procès — laissant le soin aux lecteurs d'en estimer le contenu et la teneur —, ce n'est point pour justifier l'injustifiable, mais il me semble que, sur l'essentiel, nos journalistes ont fait honnêtement leur boulot. Loin de la provocation gratuite, mais aussi loin des petites lâchetés que l'on peut avoir en entendant certains noms. Courage et lucidité me semblent être les maîtres mots de cette couverture.

Cette affaire nous renvoie, vous disais-je, au début de ma réponse, à une question plus large. En passant du statut public au secteur privé, la presse algérienne est rentrée dans le monde des affaires, c'est-à-dire qu'elle est devenue une entité économique confrontée aux dures conditions du marché. Un journal qui n'est pas rentable est un journal mort. La vente d'un quotidien, même si elle englobe la totalité du tirage, ne couvre qu'une toute petite partie des frais occasionnés par la fabrication d'un journal. Et comme nos éditeurs s'entendent à garder le jour-

nal au prix dérisoire de 10 DA, certainement le plus bas du Bassin méditerranéen, il ne reste plus que les recettes publicitaires pour équilibrer la gestion.

La publicité, ah, la publicité ! Dans le temps, et alors que j'étais directeur de la rédaction du quotidien du soir *Horizons* (350.000 exemplaires), j'avais en horreur ce mot. Je rejetais pratiquement tous les quarts de page que m'envoyait l'Aneq, car je trouvais qu'ils débordaient sur la partie rédactionnelle dont nous avions tant besoin pour satisfaire l'appétit d'une équipe rédactionnelle jeune et ambitieuse. Parfois, il fallait l'intervention personnelle d'un responsable de l'Aneq, obligé de faire le pied de grue devant mon bureau, pour que nous dignâmes glisser un placard « important » dans une des pages du journal. Etions-nous inconscients ? Je ne le crois pas. Je crois que nous étions dans un autre système où la rentabilité économique de la presse était considérée comme une ineptie. La gestion, ce n'était pas notre affaire. Notre boulot, c'était de fabriquer un canard. Un point c'est tout.

Dans la presse privée, et après quelques déboires et parfois même des faillites pour certains, nous avons fini par comprendre les enjeux : sans une bonne gestion, bonjour les dégâts et, sans volume publicitaire important, pas de bonne gestion ! Cependant, nous sommes encore loin d'avoir une conduite morale saine concernant l'influence de la publicité sur la ligne éditoriale. Ayant affaire à des monopoles publics ou privés, nous sommes en face de véritables pressions mercantiles. Certes, l'Aneq refuse de donner de la publicité aux journaux qui critiquent le gouvernement ou le président de la République, mais si un journaliste de la « locale » émet le moindre doute quant à la qualité d'un yaourt, la marque va mettre automatiquement son journal sur la liste rouge ! Ce n'est

pas mieux chez les privés.

Ainsi, nous allons assister à un drôle de journalisme économique où les sociétés qui donnent le plus de publicité sont caressées, à longueur de colonnes, dans le sens du poil. Une dépêche sur la mauvaise qualité d'une voiture, rappelée par centaines de milliers dans les usines européennes, sera jetée à la poubelle. Pour éviter les représailles de la marque qui pourrait mal réagir et vous priver de publicité.

Idem pour la téléphonie mobile : tout va très bien dans le monde des opérateurs ! D'ailleurs, dès que je vois un titre négatif sur l'un des trois groupes en manches à un journal, je comprends que celui-ci n'a pas reçu son « quota » de pub ! Et ainsi de suite : oui, la presse ne fait pas correctement son boulot et ce n'est pas par manque de courage, mais parce que le système libéral est ainsi fait ! Parce que, aussi, des éditeurs se sont transformés en magnats, vivant comme des pachas, alors que certains de leurs journalistes ne sont même pas payés au SMIG ou déclarés à la Sécurité sociale !

Tous nos rêves de bâtir une presse libre, démocratique et crédible, se rangent aux côtés des classes sociales démunies, des travailleurs et des sans-grade, se sont heurtés aux ambitions démesurées de certains — heureusement pas tous — ex-révolutionnaires devenus les pires réactionnaires de la planète, lèche-bottes du pouvoir par-là, plumes de l'opposition aveuglées par leurs penchants politiques par-ci, ou encore copains des généraux, larbins des industriels, affairistes sans vergogne nichés dans les rédactions... Et j'en passe... Mais, ne concluez surtout pas que tout est pourri dans notre milieu. La majorité des rédacteurs et de leurs chefs disent m... aux corrupteurs de l'acabit de Khalifa. C'est ailleurs qu'il faut chercher les milliards dilapidés !

Un jour, alors que j'étais jeune jour-

naliste à *El Moudjahid*, je fus abasourdi d'entendre un vieil envoyé spécial français en Algérie me dire : « Ne pensez pas que nous sommes plus libres que vous ! » Et devant mon étonnement, il eut ces paroles qui eurent le don de m'apaiser : « Il y a quelques jours, nous avons décidé de faire grève suite à la censure d'un papier critiquant un supermarché. Le directeur nous a réunis pour nous tenir le langage suivant : si je fais paraître le papier, le supermarché retire sa pub et 80% d'entre vous ne seront pas payés ce mois. Si je le bloque, la pub continue et vous serez payés. Nous avons accepté, cher Maâmar, que ce papier soit censuré ! Remerciez Dieu pour vous avoir épargné d'être l'esclave de l'argent. Si vous êtes à *El Moudjahid*, c'est que vous avez des idées à défendre. Vous êtes peut-être l'esclave d'une idéologie. Pas d'un vulgaire supermarché ! »

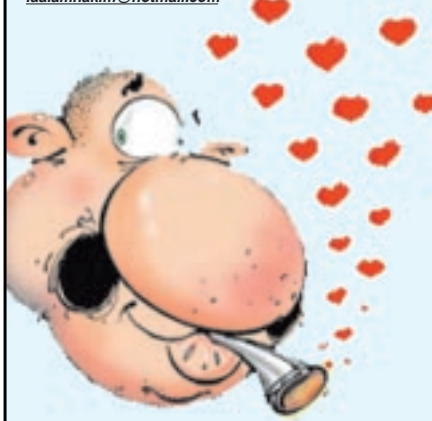
Hélas, cher confrère ! Nous y sommes.

M. F.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



CELLULE DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE AUX DEPUTES !

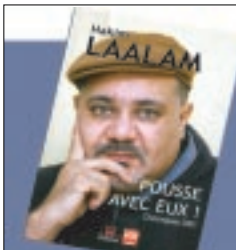
« Procès Khalifa. C'est bientôt la fin. Dommage ! »

On se marrait bien

Une délégation de parlementaires algériens conduite par Amar Saïdani est à Paris. Elle a assisté dans les murs de l'Assemblée française à la traditionnelle séance des questions orales aux membres du gouvernement. Je sais, ça a dû être insupportable pour certains de nos élus, intolérable de souffrance pour d'autres, une torture pour d'autres encore et incroyable pour l'ensemble de la délégation. Il est impératif, d'un point de vue humain, de prévoir une prise en charge psychologique pour cette délégation parlementaire dès son retour au pays. Il ne faut pas les laisser livrés à eux-mêmes après l'épreuve qu'ils ont eu à subir dans l'enceinte de l'Assemblée française. C'est trop dangereux ! C'est limite périlleux pour leur équilibre. Car, lorsqu'on est parlementaire algérien, on ne sort jamais indemne d'une telle épreuve, celle de députés de l'opposition et de la majorité bombardant sans ménagement des ministres de questions sans concession, sans préambule long de vingt kilomètres et dans lequel nos députés se croient obligés à chaque fois de rappeler leur « indéfectible soutien à la vision éclairée

et à la démarche ferme et assurée du président de la République, leur soutien aux principes inamovibles de la révolution et aux constantes de la nation ». Plus qu'un séisme, ce « choc des civilisations parlementaires » doit être amorti par des séances de réadaptation menées par des experts de la psyché algérienne. Dès leur arrivée à l'aéroport Houari-Boumediène, on peut ainsi commencer en douceur à faire oublier à nos députés ce qu'ils auront vécu dans l'Assemblée française. En les exemptant par exemple de toutes les formalités de police et de douane auxquelles sont soumis les Algériens basiques. Ensuite, en leur organisant rapidement une séance de questions au gouvernement à la mode « dialna » avec de bonnes grosses motions de soutien au programme gouvernemental et présidentiel « mahma kan el hal ». On peut aussi agrémentez le tout d'une distribution de nouvelles et rutilantes limousines payables à terme ou à lances-pierres. Ainsi, les débats tranchants, impitoyables de rigueur et de polémique du palais Bourbon, ne seront plus qu'un mauvais souvenir, et tout rentrera dans l'ordre. Leur ordre. Celui de cette démocratie qui nous est si spécifique ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.



Le fumeur de thé en coffret !

Bientôt en librairie

Lazhari Labter Editions et Le Soir d'Algérie

Chroniques

2001
2002
2003
2004
2005
2006

Pour toute commande
contactez le service publicité
du Soir d'Algérie

Maison de la Presse Tahar Djaout
1, rue Bachir Attar, Place du 1er Mai - Alger
Tel./Fax : 213 21 67 06 77